

poste canadienne pour la distribution d'imprimés tendant à provoquer la haine, en provenance d'un autre pays?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, lorsque l'honorable député de York-Centre a posé une question analogue il y a quelques mois, j'ai demandé aux députés qui auraient des enveloppes ou des emballages où figureraient les adresses d'origine de ces imprimés de me les faire parvenir; j'ai alors dit que nous étions prêts à prendre les mesures voulues. On se rappellera qu'à ce moment, nous avions fermé les deux cases postales connues en usage au Canada à cette fin.

A la suite de l'entrée dans les dépêches d'un certain nombre de brochures et de lettres semblables aux premières qui provenaient d'une adresse de Toronto, mais qui cette fois étaient en provenance de Colombie-Britannique, j'ai demandé l'avis du ministre de la Justice à cet égard. A la fin de juillet, j'ai émis une ordonnance prohibitive provisoire refusant l'usage de la poste canadienne à l'organisation en cause. Si les honorables députés ont d'autres enveloppes ou emballages portant l'adresse de cette organisation, qui, sauf erreur, est connue sous le nom de *National White American Party* nous examinerions l'opportunité de recourir à des mesures semblables.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Une question complémentaire. Le ministre ne songerait-il pas à rendre obligatoire l'inscription de l'adresse de l'expéditeur sur tout objet de correspondance de ce genre?

L'hon. M. Nicholson: Je sais que mes fonctionnaires ont discuté de cette mesure possible avec le ministre de la Justice. Je ne saurais dire si cette mesure peut être adoptée, mais j'irai aux renseignements et informerai l'honorable député plus tard.

LE COMMERCE

ABSENCE DU CANADA À LA FOIRE DU GHANA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce, mais, en son absence, et vu que ma question concerne dans une large mesure la prospérité de l'industrie, le ministre de l'Industrie voudrait peut-être y répondre. Pourrait-il dire à la Chambre pourquoi le Canada n'exposera pas officiellement à la foire internationale du Ghana, au mois de février prochain, étant donné que 31 autres pays y prendront part?

[M. Walker.]

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): J'ignore la réponse à cette question, monsieur l'Orateur, mais je tiendrai cette question pour préavis.

LE CABINET

REMANIEMENT MINISTÉRIEL À LA DÉFENSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le premier ministre songe-t-il à nommer le ministre associé de la Défense nationale au poste de ministre de la Défense nationale et, si tel est le cas, qu'arrivera-t-il à l'autre ministre? Sera-t-il élevé à l'autre endroit?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre actuel accomplit une œuvre remarquable...

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Pearson: ... et je suis persuadé qu'il se réjouira de pouvoir continuer à compter sur l'aide du ministre associé.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, le premier ministre a indiqué à la Chambre que le ministre de la Défense nationale (M. Hellyer) était le porte-parole du gouvernement en ce qui concerne les questions de personnel. Je voudrais bien savoir quelles sont les fonctions du ministre associé de la Défense nationale s'il n'est pas le porte-parole du gouvernement en matière de personnel.

Le très hon. M. Pearson: Ses fonctions sont multiples. En fait, il est beaucoup plus occupé que ne l'était son prédécesseur dans le gouvernement précédent.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

TÉLÉGRAMMES EXIGEANT LA DÉMISSION DU MINISTRE DU NORD CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, afin de démontrer que la collaboration n'est pas une voie à sens unique ou double, puis-je signaler à la Chambre, au nom du très honorable chef de l'opposition et en mon nom propre, que les télégrammes que nous avons reçus ce matin et qui demandent notre démission de la Chambre des communes, ne nous visaient pas? Ce sont des exemplaires d'un télégramme adressé au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, ...

M. l'Orateur: A l'ordre! Nous avons commencé la période des questions à 2 h.25 et,